

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19692 - 76ÈME ANNÉE

Dans deux jours, 4e anniversaire du décès du fondateur du PCR : retour sur un discours

Paul Vergès : « Allons-nous faire surgir une nouvelle civilisation ? »



Le 1er octobre 2011, en qualité de Doyen d'âge de la Haute assemblée, Paul Vergès a présidé la séance d'installation du Sénat issu des élections. Ce fut l'occasion pour le responsable politique réunionnais de prononcer un discours présentant son analyse de Réunionnais. Cette intervention fut saluée par l'unanimité des 347 sénateurs qui se mirent debout et applaudirent.

Mes chers collègues, mesdames et messieurs, j'adresse mes sincères et chaleureuses félicitations à l'ensemble des sénatrices et sénateurs nouvellement

élus.

En tant que doyen d'âge, je salue la benjamine de notre assemblée, notre amie Cécile Cukierman. À vous tous, je souhaite la bienvenue dans la Haute Assemblée où se sont écrites de grandes pages de l'histoire de France, où se sont illustrés des hommes tels que Victor Hugo, Georges Clemenceau ou Victor Schœlcher.

« Conscience de la continuité historique »

L'histoire de la chambre haute, c'est l'histoire de la France, une histoire pleine de contradictions, faite de parts d'ombre et de lumière. Mais ce sont les valeurs républicaines que nous devons faire vivre, ces valeurs pour lesquelles beaucoup d'entre nous ont donné leur vie et auxquels je pense en cet instant. En tant que cadet de la France libre du général de Gaulle, que j'ai rejoint à Londres à dix-sept ans, j'ai une pensée particulière pour les anciens du maquis de Scévollès, dans la Vienne, où je fus parachuté en 1944.

Je n'oublie pas non plus, en tant que sénateur de l'outre-mer, originaire de l'île de la Réunion, que c'est à un sénateur, Victor Schœlcher, que nous devons l'abolition de l'esclavage. Comment ne pas avoir aussi une pensée pour Gaston Monnerville, compatriote de la Guyane, homme noir et président du Conseil de la République, puis du Sénat, de 1947 à 1968 ?

En disant cela, mon intention n'est pas de donner une importance démesurée à l'histoire. Mais au moment de l'installation du Sénat, nous devons avoir conscience de la continuité historique dans laquelle nous nous inscrivons. Dès demain, en effet, nous serons appelés par l'action et par les exigences du présent auxquelles nous devons répondre.

« Profond désir de changement »

Aujourd'hui, nous éprouvons le sentiment de vivre au Sénat un moment exceptionnel de l'histoire de la Ve République. En cet instant, nous ressentons tous, dans cet hémicycle, le cœur battant de la démocratie, de la démocratie prête à se renforcer. Nous voyons se dessiner l'espoir d'un Sénat à l'avant-garde des changements attendus.

La situation que nous connaissons, partout en France et dans les collectivités de l'outre-mer, l'exige : crise multiforme – sociale, économique et financière – se traduisant par l'augmentation du chômage et de la pauvreté, la baisse du pouvoir d'achat, la détérioration des services publics, notamment dans l'enseignement et la santé. Toutes les catégories sociales sont fragilisées, les jeunes comme les personnes âgées, les catégories les plus défavorisées comme les classes moyennes. C'est toute la cohésion sociale de notre société qui est mise en cause. Ce mécontentement général est annonciateur d'un profond désir de changement.

Le seul combat qui vaille, c'est le service aux Français dans les réponses à l'extraordinaire complexité des problèmes qui se posent à nous. Cela suppose que nous soyons capables, au-delà de nos différentes sensibilités, de porter notre regard au-delà de l'immédiat. Cela suppose, mes chers collègues, que nous soyons toujours en mesure de discerner les courants profonds qui modifient l'état du monde.

« La plus grande poussée démographique de l'histoire humaine »

En tant que Réunionnais, ma vision politique tient compte tout à la fois de la situation géographique de la Réunion et du continent africain auquel cette île appartient, de la France à laquelle elle est intégrée par la volonté populaire des Réunionnais depuis 1946, et de l'Europe dont la France est un État membre.

Il faut ajouter à cela l'océan Indien qui baigne les rivages de la Réunion, un océan où se joue, de l'Afrique à l'Asie, la plus grande poussée démographique de l'histoire humaine.

Je pense aussi à mes compatriotes qui vivent dans les Caraïbes ou dans l'Atlantique Nord, à ceux qui font partie de l'Amérique du Sud, comme la Guyane, ou encore à ceux qui vivent dans le Pacifique.

La position géographique de tous ces territoires les met au cœur de ce qui sera la marque du siècle qui s'annonce : l'espace, comme les océans qui occupent plus de 70 % de la surface de la planète. À ce titre, ce que nous appelons « l'outre-mer » doit être au cœur des préoccupations de nos compatriotes continentaux.

Outre ces données géographiques, j'ai constamment à l'esprit les évolutions économiques, sociales, culturelles et politiques qui caractérisent notre siècle. Nous assistons à des changements qui affectent tout l'environnement à la fois naturel et culturel de l'humanité.

En ayant ce double point de vue global, dans le temps et dans l'espace, nous pouvons dire que, comme l'ensemble du monde, la Réunion est façonnée par un phénomène qui domine déjà le siècle et qui portera en lui des changements nous concernant tous.

En 1946, la Réunion comptait environ 240 000 habitants. Aujourd'hui, elle en comprend plus de 800 000, et sa transition démographique s'achèvera dans quinze ans, avec une population de quelque un million d'habitants.

Ce phénomène, aux conséquences économiques et sociales déjà visibles, est le phénomène fondamental de l'histoire de l'humanité.

Ainsi, l'Institut national d'études démographiques, l'INED, a déjà annoncé que la population mondiale atteindrait ce mois-ci le chiffre de 7 milliards. Dans quatre décennies, nous serons 9,5 milliards, soit une augmentation de 2,5 milliards en seulement quarante ans.

En 1950, la population totale de la planète était de 2,5 milliards, et cela à l'issue d'une évolution qui s'est déroulée sur des centaines de milliers d'années. Or, en soixante ans, la population mondiale a aug-

menté de 4,5 milliards. Et, dans quatre décennies, soit six mandats de sénateur, la seule augmentation de la population sera égale au nombre total d'humains que comptait la planète en 1950. Ces chiffres sont éloquentes.

On peut dire, je crois, que ce phénomène est la plus grande révolution de l'histoire humaine. Cette transition démographique, nous la vivons actuellement et nous en vivrons tout au long de ce siècle les conséquences sur les plans économique, social, culturel et politique.

Au XVIII^e siècle, Saint-Just considérait que le bonheur était une idée neuve en Europe. Trois siècles plus tard, ce sont les peuples de la terre qui affirmeront que l'égalité est une idée neuve dans le monde.

Changement climatique, mondialisation et innovations techniques

Au cours de la même période, un autre phénomène planétaire nourrit notre réflexion. Il s'agit du réchauffement de la planète avec ses effets innombrables : fonte des glaciers, montée du niveau des océans et acidification de ces derniers, sécheresse, raréfaction de la ressource en eau, intensification des phénomènes climatiques violents, diminution des ressources naturelles, menaces de disettes et de famines, risque d'une sixième extinction des espèces. Allons-nous pouvoir maîtriser l'aggravation de ce phénomène ?

Dans moins de trois mois, non loin de La Réunion, à Durban, en Afrique du Sud, se tiendra la grande conférence internationale sur le climat. Allons-nous pouvoir donner une suite positive au protocole de Kyoto ?

Nous vivons également, avec ce que l'on appelle « la mondialisation », l'explosion des capacités productives de l'ensemble des pays du monde, ce qui accentue les conséquences de la transition des économies nationales et régionales vers une économie mondiale, faisant émerger un nouvel ordre économique.

Au-delà de ce phénomène, le monde entier se pose cette grande question : comment maîtriser la situation de crise économique que nous vivons, et que nous continuerons de vivre ? Comment et quand y parviendrons-nous ?

Enfin, notre siècle est marqué par l'ampleur des découvertes scientifiques et des innovations techniques, ainsi que par la rapidité de leur mise en œuvre, ce qui bouleverse profondément nos sociétés.

Tous ces phénomènes – explosion démographique, changement climatique, mondialisation, rapidité d'application des découvertes – interagissent à un rythme qui pose un problème fondamental, celui du

temps. Comment faire face à ces phénomènes simultanés, durables et planétaires ?

Mes chers collègues, si je vous livre cette vision du monde, c'est que notre siècle, à la différence des précédents, sera le théâtre du jeu de ces forces profondes et durables.

Il faut faire face. Or aurons-nous le temps de relever tous ces défis sans changer aussi notre conception du monde ?

En dernière analyse, il s'agit de ne plus faire dépendre des richesses épuisables de la planète la vie, ou la survie, de 9,5 milliards d'êtres humains. Nous n'avons pas de planète de rechange. Or, jusqu'ici, notre croissance a été construite grâce à des matières non renouvelables.

Le philosophe français Michel Serres nous avertit : nous sommes face à un défi aussi important pour notre survie que celui de la révolution néolithique.

Allons-nous faire surgir une nouvelle civilisation ? En effet, ce qui doit changer, c'est l'attitude de l'être humain dans son environnement et sa culture.

« La question des besoins immédiats »

Si j'ai évoqué tous ces sujets, c'est que, à côté de cette vision d'avenir incontournable, se pose la question des besoins immédiats de la population.

Je partage le dilemme des élus nationaux : comment affronter l'urgence des problèmes présents sans jamais perdre de vue l'inscription de ces derniers dans un contexte qui, déjà en évolution, s'étendra sur tout le siècle ?

Il s'agit de faire face à l'immédiat sans abandonner la vision d'avenir qui s'imposera, en bien ou en mal, à notre propre action.

En ce sens, je mesure la responsabilité considérable des élus nationaux, qui sont confrontés à la vie quotidienne des Français et qui doivent tenir compte de l'avenir des générations existantes ou à naître. Jamais les femmes et les hommes politiques n'ont eu devant eux une telle responsabilité, car les problèmes qu'ils ont à résoudre sont au cœur de tous les changements planétaires.

En conclusion, j'émets le souhait que nous parviendrons tous à remplir la tâche qui nous attend, pour aujourd'hui et pour demain.

(Mmes et MM. les sénateurs se lèvent et applaudissent longuement.)

« Pour que personne n'ignore »

En 2019, nous étions dans la préparation des Municipales. Durant toute l'année, un débat était ouvert entre les camarades de la section communiste de Saint-Denis mais aussi entre nous et un groupement de citoyens dont des militants Insoumis. Ce calendrier électoral s'inscrivait dans le contexte des célébrations des 60 ans du PCR et du traitement de l'urgence sociale.

La conférence du PCR donnée le 31 août 2019, au salon de l'ancien hôtel de ville, a révélé un public intéressé par une histoire commune. Le Jir avait remarqué un « réchauffement politique à gauche », en soulignant la présence de plusieurs personnalités politiques. C'était aussi une façon de noter le désintérêt des absent-es pour notre histoire réunionnaise.

Un an s'est écoulé. Entre-temps, il y a eu les Municipales qui ont donné une large victoire à la liste d'union conduite par Ericka Bareigts contre celle du président de Région. L'événement signalait le retour des communistes dans la capitale. Samedi 31 octobre 2020, au conseil municipal consacré aux orientations budgétaires, Julie Pontalba a lu l'intervention de la Commission « Ville fraternelle » dont elle en est vice-présidente. Elle a répondu à une question de l'opposition. Des camarades ont pu suivre la séance en direct sur internet.

La section communiste ne remerciera jamais assez les camarades qui ont tenu ferme le projet politique fondé sur l'union des forces de progrès. Pour continuer les débats ouverts entre nous depuis un an, nous publierons 4 textes référents.

Aujourd'hui, le point de départ. Le 9 novembre 2019, sous la signature de Julie Pontalba, un courrier de lecteur est largement repris dans les médias. Il est intitulé : « Être utile durant le mandat 2020-2026 ». Demain, « Solidarité Dionysienne pour la mandature municipale : manifeste, principes et actions », parue le 19

décembre 2019. Ensuite, le rapport à l'assemblée générale du 31 août 2020, « Avancer pas à pas, ensemble ». Enfin, l'accord entre nos 2 élus et la section, relative aux indemnités de fonction.

« Pour que personne n'ignore ».
Section communiste
de Saint Denis

« Être utile durant le mandat 2020-2026 »

Des élections Municipales auront lieu en mars 2020, dans 5 mois. Après les Législatives [1] de 2017 où j'ai terminé 3e sur 17 candidats en lice, j'ai décidé de poursuivre mon engagement local sur Saint Denis.

J'ai fait mes études supérieures à Saint Denis et j'ai longtemps milité en faveur du Sport Adapté. J'ai enseigné aux Collèges de Montgaillard, les Alizées au Chaudron et Bourbon en ville. J'habite aux Camélias. J'ai une certaine habitude de la population dionysienne et ses problématiques.

De mes observations de la vie quotidienne et des réflexions diverses, je constate chaque jour l'urgence de traiter la pauvreté multiforme.

Il y a d'abord la question alimentaire. Bon nombre de nos compatriotes n'ont même pas 5 euros [2] par jour à consacrer à la dépense de nourriture, soit 150 euros mensuel. Ce problème de base doit être réglé de manière rapide, durable et résiliente sinon le reste devient secondaire. Ne dit-on pas que « ventre affamé n'a pas d'oreille » ? Il y a l'éducation civique (la civilité) qui fait appel au jugement critique et à la participation citoyenne. Cette étape se heurte au sentiment d'être abandonné et inutile ; cela nourrit l'abstention massive et le vote refuge. Il y a enfin la source du mal : une politique de mal-développement. Selon l'Insee, La Réunion est un « Département socialement hors norme ». C'est peu flatteur 75 ans après le vote de la loi du 19 mars 1946.

Peut-on s'en sortir ?

1) Le 14 octobre 2019, le Prix Nobel de l'Economie a été attribué à 3 spécialistes de la pauvreté dont la Française Esther Duflo. Ils éclairent le traitement de la pauvreté sous l'angle de l'Economie de Développement.

2) Trois jours après, le 17 octobre 2019, à l'occasion de la Journée Internationale pour l'élimination de la Pauvreté, David Malpass, le Directeur de la Banque Mondiale a rappelé l'urgence d'éradiquer la pauvreté.

3) Les Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable (OMDD) ont été signés par tous les États, en 2015. Ils ont fixé comme priorité numéro UN : l'éradication de l'extrême pauvreté avant 2030. Il reste donc 10 ans.

Un sursaut démocratique et collectif est nécessaire.

Utilisons le mandat municipal 2020-2026 pour abréger la souffrance de nos compatriotes victimes de la pauvreté ; il s'agit avant tout d'une volonté politique. Toutes les personnes de bonne volonté peuvent s'unir afin de mener cette lutte courageuse pour la dignité humaine.

Au-delà de toutes sortes de considération, il y a réellement nécessité d'une large union dionysienne, pour mettre des compétences au service de la population la plus nécessiteuse, avec comme objectif principal la Solidarité active.

Saint Denis, le 8 novembre 2019,

Julie Pontalba

[1] j'avais comme suppléant Stéphane Ducamp, aujourd'hui, décédé.

[2] c'est le prix d'une barquette.

Edito

Si on ne s'occupe pas du climat le climat s'occupera de nous

La Réunion connaît ces jours-ci un grand incendie au Maïdo, plus de 200 hectares de forêt protégée ont été perdus. Certains vont chercher le criminel, mais le criminel, c'est nous tous. Le réchauffement climatique n'est plus aujourd'hui une peur lointaine, mais une réalité, avec laquelle nous devons apprendre à vivre.

Dans son premier rapport de 1990, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) observe que les émissions dues aux activités humaines accroissent sensiblement la concentration dans l'atmosphère des gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, chlorofluorocarbones, oxyde nitreux) et renforcent l'effet de serre naturel. Le GIEC établit quatre scénarios d'émissions futures qui vont du scénario A (aucune mesure n'est prise) aux scénarios B, C, D (correspondant à des degrés de réglementation croissants). Il prévoit un doublement des concentrations équivalentes de dioxyde de carbone par rapport aux niveaux préindustriels entre 2025 et 2050 pour les scénarios A à C, et 2100 pour le scénario D. En prévision de la conférence de Katowice de 2018 sur les changements climatiques (COP24) les collaborateurs scientifiques du groupe d'étude y exposent de nouveau les conséquences du réchauffement déjà en cours, et particulièrement la menace de dépassement au-delà de 1,5 °C de réchauffement par rapport aux niveaux préindustriels. Des vagues de chaleur répétées, une extinction de nombreuses espèces, voire la déstabilisation des calottes polaires entraînant une montée des océans y sont présentées sur le long terme.

La Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques a eu lieu du 30 novembre au 12 décembre 2015 au Bourget en France. Elle est à la fois la 21e conférence des parties (d'où le nom COP21) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la 11e conférence des parties siégeant en tant que réunion

des parties au protocole de Kyoto (CMP11). Chaque année, les participants de cette conférence se réunissent pour décider des mesures à mettre en place, dans le but de limiter le réchauffement climatique. Un accord international sur le climat, applicable à tous les pays, est validé par tous les pays participants, fixant comme objectif une limitation du réchauffement mondial entre 1,5 °C et 2 °C d'ici 2100.

Mais aujourd'hui où on est-on ? Les objectifs de la COP 21 n'ont pas été respectés submergés par une vague populiste anti-climat. L'une des premières actions du Président Trump a été de retirer les États-Unis de la CNUCC. Il en est de même pour Bolsonaro ou autres. L'euro député Pierre Larrouturou, alors qu'il est rapporteur du budget pour le Parlement européen, entame une grève de la faim pour alerter sur les risques d'un refus par le Conseil européen, d'une taxe sur les transactions financières dans l'Union européenne, votées par le Parlement à une large majorité depuis le 28 octobre. A La Réunion le locataire de la Région se souvient ces jours-ci du réchauffement climatique, mais il convient de lui rappeler qu'il lui aurait suffi de suivre le plan préparé par Paul Vergès et nous aurions atteint l'autonomie énergétique et nous aurions un tram train à énergie durable aujourd'hui. Il est bon de se rappeler ces faits dans une période trouble. Le pouvoir politique est primordial pour une baisse globale des émissions de gaz à effets de serre. IL appartient à chacun de choisir la voie qu'il veut, soit l'extinction de notre civilisation à terme, soit un nouveau monde où nature et humain vivent en harmonie.

« L'homme se doit d'être le gardien de la nature, non son propriétaire » Philippe Saint Marc

Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Otè

Sékirité alimantèr ? Dakor, mil foi, mé san siprime nout kann ! -morso niméro 2

Mézami, moin lé sir mon lartik dsi la sékirité alimantèr la pass yèr lé possib la shoke in pé pars zot i pans kann néna pòind l'avnir issi La Rényon. Koman ni sava fé pou rant an konkirans avèk bann gro prodiktèr kann konm Brésil ; Thaïland, l'Indonésie é d'ot é d'ot... nou k'lé pa pli gro k'in poin dsi la kart. Zamé nou va gingn rant an konkirans avèk lé zot ! Zot i koné si i komans konmsa issi La Rényon, ni gingn ar pa fé arien sof assir dsi in rosh piké pou shof solèye. sé sa ké ni vé ? Mi pans pa ! donk i vo myé di:"Nou lé kapab !

Fransh vérité mézami, dann tout zafèr néna in bann rishèss é sa sé nout matyèr griz k'i sava rodé é lo rényoné lé kant mèm pa in zéro la gosh in shif pou kapitil san bataye, pou pa alé rode lé shoz ousa zot i lé ? Aprésa in n'afèr i doi ète klèr dann nout tête, sanm pou moin, sé ké ni doi pran kann konm in produi prop, kaziman in produi bio, san poizon pou mète ali an valèr. I fo ni konsidèr galman kann dann son proksimité é an bazan la dsi ni pé mète an gard avèk lé zot.

Kosa ni pé dir ? La mèm shoz nout zoinal Témoignages i di dopi dé tan é dé tan. Dann kann néna do sik biensir mé néna galman plizyèr santène sou-produi, sansa ko-produi : fitintan nout zoinal té anparl sink san produi i pé ansèrv si i shoizi bien é si i mète bien an valèr, i pé fé rant nout péi é d'ot dann lékonmi d'prodiksyon modèrn... a inn kondisyon sé d'kass la konvansyon Virapoullé Fédécane l'ané 1967.

In sèrtin tan la shanm l'agrikiltir l'avé in doktrine téi di konmsa : kann sé lo promyé moiyn pou La Rényon ariv dann in lékonomi diversifié. Moin pou ma par mi oi sa sirtou konm kolonn vèrtébral nout fitir lékonmi dévlopé. Zot i souvien dan la bib i parl in moun la vann son léritaz pou in pla lantiy, ébin kossa nou la fé nou avèk nout savoir fèr, nout lékspèryans ramassé zénérasyon apré zénérasyon, nout konésans syantifik, nout konésans pou fabrik bann varyété kann..... Mé mézami, sa té avan-yèr, té yèr, zordi mé domin i pé z'ète in n'ot zour. Zot i pans pa ?

Justin